

# **Société d'Investissement du Moléson (SIM) Sàrl**

**Société à responsabilité limitée**

**Siège social : 60, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg**

**R.C.S. Luxembourg B110319**

**NUMERO : 5554**

## **RESOLUTIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 15 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le quinze décembre.

Par-devant Nous Maître **Cosita DELVAUX**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

**A comparu :**

**Financière Européenne des Retails Parks S.A.**, en abrégé **Financière Eurepa S.A.**, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 60, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 174364,

ici représentée par Madame **Audrey LEITIENNE**, employée privée, demeurant professionnellement au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg,

spécialement mandatée à cet effet par une procuration donnée sous seing privé laquelle, signée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement,

agissant en sa qualité d'associée unique de la société **Société d'Investissement du Moléson (SIM) Sàrl** (la « Société »), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 60, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 110319, constituée en date du 31 août 2005 suivant un acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 87 du 13 janvier 2006.

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu en date du 6 février 2015 suivant un acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 906 du 2 avril 2015.

L'associée unique, représentée comme dit ci-avant, conformément aux dispositions des articles 200-1 et 200-2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, a pris les résolutions suivantes :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'associée unique décide de modifier la valeur nominale des parts sociales existantes pour la fixer à CHF 100 (cent francs suisses) et d'échanger les 2.000 (deux mille) parts sociales d'une valeur nominale de CHF 41,25 (quarante et un virgule vingt-cinq francs suisses) contre 825 (huit cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de CHF 100 (cent francs suisses).

### **DEUXIEME RESOLUTION**

Suite à la résolution qui précède, l'associée unique décide de modifier le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 6 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante :

Article 6, 1<sup>er</sup> alinéa : « **Art. 6.** Le capital social est fixé à CHF 82.500 (quatre-vingt-deux mille cinq cents francs suisses) représenté par 825 (huit cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de CHF 100 (cent francs suisses) chacune. ».

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'associée unique décide de transférer, avec effet à la date des présentes, le siège social, le siège de l'administration centrale et le siège de direction effective de la Société du 60, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg à c/o Multifiduciaire Fribourg SA, 5, rue Faucigny, CH-1705 Fribourg, Suisse, de lui faire adopter la nationalité suisse, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège ne donnent lieu, ni légalement, ni fiscalement, à la constitution d'une personne juridique nouvelle, la Société étant ainsi transférée avec les actifs et passifs tels qu'ils ressortent de la situation comptable intérimaire ci-après, en parfaite continuité juridique et patrimoniale.

Le présent transfert de siège est effectué sur base de la situation comptable intérimaire de la Société arrêtée au 30 septembre 2016, dont une copie restera ci-annexée.

Suite à ce transfert de siège, la Société cessera d'être une société de droit luxembourgeois et continuera son existence en tant que personne morale de droit suisse.

L'associée unique constate en outre qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors, aucun accord des obligataires n'est requis en rapport

avec les changements envisagés.

#### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'associée unique décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation suisse, cette refonte comprenant une modification de son objet social pour lui donner la teneur suivante :

« La société a pour but l'achat, la détention, la gestion et la vente de biens immobiliers, ainsi que toutes prestations de conseils dans le domaine de l'immobilier, à l'exclusion des activités prohibées par la LFAIE.

Pour réaliser ce but elle peut faire, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, toutes opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet, ou de nature à en faciliter la réalisation et l'extension.

La société peut, en Suisse et à l'étranger, créer des succursales, participer à d'autres entreprises et conclure tous contrats propres à développer son but. ».

Une copie des statuts, conforme à la législation suisse, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Il est entendu que les formalités prévues par la loi suisse en vue de faire adopter ces nouveaux statuts devront être accomplies.

#### **CINQUIEME RESOLUTION**

L'associé unique décide de conférer à Monsieur **Nicolas GULH**, né le 15 mars 1970 à Steckborn, Suisse, demeurant au Route d'En-La 3, CH-1720 Corminboeuf, Suisse, tous pouvoirs, dont ceux de substitution, en vue d'accomplir individuellement toutes les formalités nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches qui seront requises par les autorités suisses en vue d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci-avant et, en général de signer tous documents et d'entreprendre quelque démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la Société.

En outre, le mandataire susmentionné est autorisé, de façon individuelle, à entreprendre toute procédure nécessaire et à exécuter et à fournir tout document nécessaire au Registre du Commerce de Fribourg ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la Société en

tant que société de droit suisse et, d'autre part, la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

#### **SIXIEME RESOLUTION**

L'associée unique prend acte de et accepte la démission des gérants de la Société actuellement en fonction et décide de leur accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat respectif jusqu'à ce jour.

#### **SEPTIEME RESOLUTION**

L'associée unique décide de nommer, en conformité avec la législation suisse, comme gérants de la Société, pour une durée indéterminée :

- Monsieur **Philippe VERGELY**, né le 7 mars 1941 à Paris (France), demeurant au 39, boulevard de Montmorency, F-75016 Paris (France),
- Monsieur **Daniel BAUDIN**, né le 11 novembre 1951 à Vernay (Suisse), demeurant au 11, chemin des Epinettes, CH-1723 Marly (Suisse),
- Monsieur **Pascal KUENLIN**, né le 9 février 1967 à Marly (Suisse), demeurant au 3, chemin des Russilles, CH-1723 Marly (Suisse),
- Monsieur **Bernard ROBBE**, né le 16 mars 1942 à Tunis (Tunisie), demeurant au 54, avenue Jean Jaurès, F-69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or (France).

L'associée unique décide de nommer comme président Monsieur **Philippe VERGELY**, prénommé.

#### **HUITIEME RESOLUTION**

L'associée unique décide d'accorder tous pouvoirs généralement quelconques à tout porteur d'une expédition des présentes, agissant individuellement, à l'effet de radier l'inscription de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la Société en Suisse auprès du Registre du Commerce de Fribourg.

#### **NEUVIEME RESOLUTION**

L'associée unique décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive du transfert du siège social de la Société et de son inscription en Suisse auprès du Registre du Commerce de Fribourg.

La procédure de radiation de la Société sera effectuée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès réception de l'extrait attestant de son inscription en Suisse auprès du Registre du Commerce de Fribourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

## **FRAIS**

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement sans nul préjudice à la somme de EUR 2.200,-

**DONT ACTE**, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

## **ANNEXE**

### **LES STATUTS DE SOCIETE D'INVESTISSEMENT DU MOLESON (SIM) SARL**

#### **I. Raison sociale, siège, durée et but**

##### **Article 1 – Raison sociale**

Sous la raison sociale **Société d'Investissement du Moléson (SIM) Sarl** est constituée pour une durée illimitée une société à responsabilité limitée régie par les présents statuts et par les dispositions des articles 772 ss. du Code des Obligations.

##### **Article 2 – Siège**

Le siège de la société est à Fribourg.

##### **Article 3 – But**

La société a pour but l'achat, la détention, la gestion et la vente de biens immobiliers, ainsi que toutes prestations de conseils dans le domaine de l'immobilier, à l'exclusion des activités prohibées par la LFAIE.

Pour réaliser ce but elle peut faire, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, toutes opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet, ou de nature à en faciliter la réalisation et l'extension.

La société peut, en Suisse et à l'étranger, créer des succursales, participer à d'autres entreprises et conclure tous contrats propres à développer son but.

#### **II. Capital**

##### **Article 4**

Le capital social est de CHF 82'500.-- (huitante deux mille cinq cents francs).

Il est divisé en 825 parts sociales d'une valeur nominale de CHF 100.-- (cents francs) chacune.

### **III. Parts sociales**

#### **Article 5 – Registre des parts sociales**

La société n'établit pas de certificats. L'organe de gestion tient un registre des parts sociales, dont le contenu est réglé par la loi.

Les associés qui ne sont pas autorisés à exercer le droit de vote et les droits qui y sont attachés sont désignés comme étant des associés sans droit de vote.

Les associés communiquent aux gérants toutes modifications des faits inscrits sur le registre des parts sociales.

Chaque associé a le droit de consulter le registre des parts sociales.

#### **Article 6 – Cession**

La cession de parts sociales et l'obligation de céder des parts sociales doivent revêtir la forme écrite.

La cession de parts sociales requiert l'approbation de l'assemblée des associés.

L'assemblée des associés peut refuser son approbation sans en indiquer les motifs.

La cession de parts sociales ne déploie ses effets qu'une fois l'approbation donnée.

L'approbation est réputée accordée si l'assemblée des associés ne la refuse pas dans les six mois qui suivent la réception de la requête

#### **Article 7 – Modes particuliers d'acquisition**

Lorsque des parts sociales sont acquises par succession, par partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés passent à l'acquéreur sans l'approbation de l'assemblée des associés.

Pour pouvoir exercer son droit de vote et les droits qui y sont attachés, l'acquéreur doit toutefois être reconnu en tant qu'associé avec droit de vote par l'assemblée des associés.

L'assemblée des associés ne peut lui refuser la reconnaissance que si la société lui propose de lui reprendre ses parts sociales à leur valeur réelle au moment de la requête. L'offre peut être faite pour le propre compte de la société, pour le compte d'autres associés ou pour celui de tiers. Si l'acquéreur ne rejette pas l'offre de reprise de la société dans le délai d'un mois après qu'il a eu connaissance de la valeur réelle, l'offre est réputée acceptée.

La reconnaissance est réputée accordée si l'assemblée des associés ne la refuse pas dans les six mois suivant le dépôt de la demande.

#### **Article 8 – Usufruit**

La constitution contractuelle d'un usufruit sur une part sociale est exclue.

Lorsque l'usufruit sur une part sociale découle du droit successoral, les droits et obligations ci-après reviennent aux personnes suivantes:

1. le droit de vote et les droits qui y sont attachés: à l'usufruitier conformément à l'art. 806*b* CO;
2. l'attribution des dividendes: à l'usufruitier;
3. le droit préférentiel de souscription de nouvelles parts sociales: à l'associé;
4. le droit au produit de la liquidation: à l'associé;
5. la remise du rapport de gestion: à l'associé et l'usufruitier;
6. le droit aux renseignements et à la consultation: à l'associé et l'usufruitier;
7. le devoir de fidélité: à l'associé et l'usufruitier;
8. l'interdiction de faire concurrence: à l'associé et à l'usufruitier;
9. la renonciation à l'élection d'un organe de révision: à l'associé et à l'usufruitier.

#### **Article 9 – Droit de gage**

La constitution d'un droit de gage sur une part sociale requiert l'approbation de l'assemblée des associés.

Celle-ci ne peut refuser son approbation que pour de justes motifs.

### **IV. Droits et devoirs des associés**

#### **Article 10 – Devoir de fidélité et interdiction de faire concurrence**

Les associés sont tenus à la sauvegarde du secret des affaires.

Les associés s'abstiennent de tout ce qui porte préjudice aux intérêts de la société.

Ils ne peuvent en particulier gérer des affaires qui leur procureraient un avantage particulier et qui seraient préjudiciables au but de la société.

Les associés ne peuvent exercer d'activités qui font concurrence à la société.

Les associés peuvent, moyennant l'approbation écrite de tous les autres associés, exercer des activités qui violent le devoir de fidélité ou l'interdiction de faire concurrence

#### **Article 11 – Remise du rapport de gestion**

Le rapport de gestion et le rapport de révision doivent être remis aux associés au plus tard 20 jours avant l'assemblée ordinaire des associés.

Les associés reçoivent le rapport de gestion après l'assemblée des associés dans la forme approuvée par cette dernière

## **V. Organisation de la société**

### **A. Assemblée générale Article 12 – Attributions**

L'assemblée des associés est l'organe suprême de la société.

L'assemblée générale a le droit intransmissible:

1. de modifier les statuts;
2. de nommer et révoquer les gérants;
3. de nommer et révoquer les membres de l'organe de révision;
4. d'approuver le rapport annuel (et les comptes consolidés);
5. d'approuver les comptes annuels et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, ainsi que de fixer les dividendes;
6. de déterminer l'indemnité des gérants;
7. de donner décharge aux gérants;
8. d'approuver la cession de parts sociales ou de reconnaître un acquéreur en tant qu'associé ayant le droit de vote;
9. d'approuver la constitution d'un droit de gage sur une part sociale;
10. d'autoriser les gérants à acquérir pour la société des parts sociales propres, ou d'approuver une telle acquisition;
11. de décider de requérir du juge l'exclusion d'un associé pour de justes motifs;
12. de dissoudre la société;
13. de prendre les décisions sur les objets que la loi ou les statuts lui réservent ou que les gérants lui soumettent.

### **Article 13 – Convocation**

L'assemblée ordinaire des associés a lieu chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel. Les assemblées extraordinaires des associés sont convoquées aussi souvent qu'il est nécessaire.

L'assemblée des associés est convoquée par l'organe de gestion et, au besoin, par l'éventuel organe de révision ou par le juge. Les liquidateurs ont également le droit de la convoquer.

Un ou plusieurs associés représentant ensemble au moins 10 pourcent du capital social peuvent aussi requérir la convocation d'une assemblée des associés. La convocation doit être requise par écrit en indiquant les objets de discussion et les



propositions.

L'assemblée des associés est convoquée 20 jours au moins avant la date de la réunion par écrit ou par courriel. L'article 15 demeure réservé

#### **Article 14 – Objet des délibérations**

Sont mentionnés dans la convocation de l'assemblée des associés les objets portés à l'ordre du jour, ainsi que les propositions des gérants et d'éventuelles propositions des associés.

Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception des propositions de convoquer une assemblée des associés extraordinaire et, le cas échéant, de désigner un organe de révision.

Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions entrant dans le cadre des objets portés à l'ordre du jour ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

#### **Article 15 – Assemblée universelle**

Les propriétaires ou les représentants de la totalité des parts sociales peuvent, s'il n'y a pas d'opposition, tenir une assemblée générale sans observer les formes prévues pour sa convocation.

Aussi longtemps que les associés ou leur représentant sont présents, cette assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'assemblée des associés.

Les décisions de l'assemblée des associés peuvent aussi être prises par écrit, à moins qu'une discussion ne soit requise par un associé.

#### **Article 16 – Présidence et procès-verbal**

Le président de l'organe de gestion dirige l'assemblée des associés, en cas d'empêchement un autre gérant désigné par l'organe de gestion. Le Président désigne le secrétaire et les scrutateurs, qui ne doivent pas être associés.

Le procès-verbal mentionne:

1. le nombre et la valeur nominale des parts sociales représentées par les associés;
2. les décisions et le résultat des élections;
3. les demandes de renseignements et les réponses données;
4. les déclarations dont les associés demandent l'inscription.

<sup>3</sup> Le procès-verbal est signé par le président et par le secrétaire de l'assemblée.

Les gérants remettent une copie du procès-verbal à chaque associé.

### **Article 17 – Représentation**

Chaque associé peut représenter lui-même ses parts sociales à l'assemblée des associés ou les faire représenter par une des personnes suivantes:

1. un autre associé;
2. un tiers qui n'est pas associé;

Le représentant doit faire preuve de ses pouvoirs par écrit

### **Article 18 – Droit de vote**

Le droit de vote de chaque associé se détermine en fonction de la valeur nominale des parts sociales qu'il détient.

Chaque associé a droit à une voix au moins.

### **Article 19 – Décision**

L'assemblée des associés prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix représentées, sous réserve des dispositions contraires de la loi où des alinéas 3 et 4 du présent article.

Le président de l'assemblée des associés a voix prépondérante.

Une décision de l'assemblée des associés recueillant au moins les deux tiers des voix représentées et la majorité absolue du capital social pour lequel le droit de vote peut être exercé est nécessaire pour:

1. modifier le but social;
2. rendre plus difficile, exclure ou faciliter le transfert de parts sociales;
3. approuver la cession de parts sociales ou reconnaître un acquéreur en tant qu'associé ayant le droit de vote;
4. augmenter le capital social;
5. limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel;
6. décider de requérir du juge l'exclusion d'un associé pour de justes motifs;
7. transférer le siège de la société;
8. dissoudre la société.

L'introduction de parts sociales à droit de vote privilégié requiert le consentement de tous les associés.

Les dispositions statutaires qui prévoient, pour certaines décisions, une plus forte majorité que celle prévue par la loi ne peuvent être adoptées qu'à la majorité prévue.

## **B. Gestion**

### **Article 20 – Election et révocation des gérants**

La gestion de la société est assurée par un ou plusieurs membres (gérants).

Les gérants sont élus par l'assemblée des associés pour une année. Une réélection est possible.

Seules des personnes physiques peuvent être désignées comme gérant. Elles n'ont pas besoin d'être associées.

L'assemblée des associés peut révoquer à tout moment un gérant qu'elle a nommé.

### **Article 21 – Organisation**

Si la société a plusieurs gérants, l'assemblée des associés règle la présidence.

Pour le surplus, les gérants s'organisent librement.

### **Article 22 – Attributions des gérants**

Les gérants sont compétents pour toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à l'assemblée des associés par la loi ou les statuts.

Ils ont les attributions intransmissibles et inaliénables suivantes:

1. exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires;
2. décider de l'organisation de la société dans le cadre de la loi et des statuts;
3. fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier [ainsi que le plan financier, pour autant que celui-ci soit nécessaire à la gestion de la société];
4. exercer la surveillance sur les personnes chargées de parties de la gestion, pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions données;
5. établir le rapport de gestion (comptes annuels, rapport annuel [et, le cas échéant, comptes de groupe]);
6. préparer l'assemblée des associés et exécuter ses décisions;
7. informer le juge en cas de surendettement.

Les gérants ont le droit de nommer des directeurs, des fondés de procuration et des mandataires commerciaux.

Le président des gérants ou le gérant unique a les attributions suivantes:

1. convoquer et diriger l'assemblée des associés;
2. faire toutes les communications aux associés;
3. s'assurer du dépôt des réquisitions nécessaires à l'office du registre du commerce.

### **Article 23 – Décision**

Si la société a plusieurs gérants, ceux-ci prennent leurs décisions à la majorité des voix émises.

Le président a voix prépondérante.

La présence d'un seul gérant suffit pour prendre des décisions devant être constatées par acte authentique.

### **Article 24 – Devoirs de diligence et de fidélité**

Les gérants ainsi que les tiers chargés de la gestion exercent leurs attributions avec toute la diligence nécessaire.

Ils veillent fidèlement aux intérêts de la société et sont tenus à la sauvegarde du secret des affaires.

Ils s'abstiennent de tout ce qui porte préjudice à la société. Ils ne peuvent en particulier gérer des affaires qui leur procureraient un avantage particulier et qui seraient préjudiciables au but de la société

### **Article 25 – Libération de l'interdiction de faire concurrence**

Les gérants ainsi que les tiers chargés de la gestion peuvent faire concurrence à la société à la condition que tous les associés donnent leur approbation par écrit.

### **Article 26 – Egalité de traitement**

Les gérants ainsi que les tiers chargés de la gestion traitent de la même manière les associés qui se trouvent dans la même situation.

### **Article 27 – Représentation**

L'assemblée des associés détermine le mode de représentation des gérants.

Un gérant au moins doit avoir qualité pour représenter la société.

La société doit pouvoir être représentée par une personne domiciliée en Suisse. Un gérant ou un directeur doit satisfaire à cette exigence.

Les gérants peuvent régler les détails de la représentation de la société par les directeurs, les fondés de procuration et les mandataires commerciaux par voie de règlement.

### **C. Organe de révision Article 28 – Révision**

L'assemblée des associés élit un organe de révision.

Elle peut renoncer à l'élection d'un organe de révision lorsque:

1. la société n'est pas assujettie au contrôle ordinaire;
2. l'ensemble des associés y consent; et

3. l'effectif de la société ne dépasse pas 10 emplois à plein temps en moyenne annuelle.

Lorsque les associés ont renoncé au contrôle restreint, cette renonciation est également valable les années qui suivent. Chaque associé a toutefois le droit d'exiger un contrôle restreint et l'élection d'un organe de révision au plus tard 10 jours avant l'assemblée des associés. Dans ce cas, l'assemblée des associés ne peut prendre les décisions conformément à l'art. 12 al. 2 ch. 4 et 5 qu'une fois que le rapport de révision est disponible

### **Article 29 – Exigences relatives à l'organe de révision**

Sont éligibles comme organe de révision une ou plusieurs personnes physiques ou morales ainsi que les sociétés de personnes.

L'organe de révision doit avoir en Suisse son domicile, son siège ou une succursale inscrite au registre du commerce. Lorsque la société a plusieurs organes de révision, l'un au moins doit satisfaire à cette exigence.

Lorsque la société est tenue de soumettre ses comptes annuels au contrôle ordinaire d'un organe de révision en vertu de:

1. l'art. 727 al. 1 ch. 2 ou ch. 3 en relation avec l'art. 818 al. 1 CO;
2. l'art. 727 al. 2 CO en relation avec l'art. 818 al. 1 CO;
3. l'art. 818 al. 2 CO, ou
4. l'art. 825a al. 4 CO,

l'assemblée des associés élit un expert-réviseur agréé au sens de la loi fédérale sur la surveillance des réviseurs du 16 décembre 2005 comme organe de révision.

Lorsque la société est tenue de soumettre ses comptes annuels au contrôle restreint d'un organe de révision, l'assemblée des associés élit un réviseur agréé au sens de la loi fédérale sur la surveillance des réviseurs du 16 décembre 2005 comme organe de révision. La renonciation à l'élection d'un organe de révision en vertu de l'art. 28 al. 2 demeure réservée.

L'organe de révision doit être indépendant au sens de l'art. 728, respectivement 729 CO.

L'organe de révision est élu pour une durée d'[un] exercice. Son mandat prend fin avec l'approbation des derniers comptes annuels. Il peut être reconduit dans ses fonctions. L'assemblée des associés peut, en tout temps, révoquer l'organe de révision avec effet immédiat.

## **VI. Etablissement des comptes**

### **Article 30 – Exercice social**

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre ou à une date fixée par les gérants.

### **Article 31 – Comptes annuels**

Les comptes annuels se composent du compte de profits et pertes, du bilan et de l'annexe.

Ils sont établis conformément aux règles du Code des obligations, en particulier aux articles 957 ss CO, ainsi qu'en respect des principes généraux régissant l'établissement régulier des comptes

### **Article 32 – Réserves et attribution des dividendes**

Le dividende ne peut être fixé qu'après que les affectations aux réserves légales et statutaires ont été opérées conformément à la loi et aux statuts.

L'assemblée des associés peut disposer du bénéfice résultant du bilan à sa guise dans le cadre des exigences légales.

Des dividendes ne peuvent être prélevés que sur le bénéfice résultant du bilan et sur les réserves constituées à cet effet.

Les dividendes sont fixés proportionnellement à la valeur nominale des parts sociales de chaque associé.

## **VII. Sortie**

### **Article 33**

Chaque associé a le droit de sortir de la société aux conditions suivantes:

1. il respecte un délai de congé de six mois pour la fin d'un exercice social;
2. la société dispose, au moment de la reprise, de fonds propres disponibles à concurrence des moyens nécessaires pour acquérir les parts sociales de l'associé sortant à leur valeur réelle; et
3. la société ne franchit pas la limite maximale de 35 % de parts sociales propres lors de la reprise.

Les moyens nécessaires doivent couvrir à la fois la reprise des parts sociales et la constitution des réserves correspondantes conformément aux CO (art. 659a al. 2 en relation avec l'art. 783 al. 4 CO).

Cette disposition ne peut être modifiée ou abrogée qu'avec le consentement de tous les associés.

Chaque associé peut requérir du juge l'autorisation de sortir de la société pour de justes motifs.

## **VIII. Dissolution et liquidation**

### **Article 34**

L'assemblée des associés peut décider de dissoudre la société. La décision doit faire l'objet d'un acte authentique.

La liquidation a lieu par les soins des gérants, à moins que l'assemblée des associés ne désigne d'autres liquidateurs. La liquidation s'opère conformément aux articles 742 ss CO en relation avec l'art. 821a et l'art. 826 CO.

Après paiement des dettes, l'actif de la société dissoute est réparti entre les associés au prorata de leurs versements

## **IX. Communications et publications**

### **Article 35**

Les communications de la société aux associés s'opèrent par écrit ou par courriel.

L'organe de publication de la société est la Feuille Officielle Suisse du Commerce (FOSC).

(Signé) A. LEITIENNE, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 décembre 2016

Relation : 1LAC/2016/40055

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) P. MOLLING

---

POUR EXPEDITION CONFORME,

délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations (RESA).

Luxembourg, le 18 janvier 2017

Me Cosita DELVAUX